

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères - Syrie : l'UE proroge
d'un an les sanctions à l'encontre du
régime - Communiqué de presse du
Conseil de l'Union européenne**
(bruxelles, 28 mai 2018)

Le 28 mai 2018, le Conseil a prorogé les mesures restrictives prises par l'UE à l'encontre du régime syrien jusqu'au 1er juin 2019. Compte tenu de la répression actuellement exercée à l'encontre de la population civile, l'UE a décidé de maintenir ses mesures restrictives contre le régime syrien et ceux qui le soutiennent, conformément à la stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie.

Le Conseil a également mis à jour les informations relatives à certaines personnes et entités figurant sur la liste et en a enlevé les noms de deux personnes décédées. La liste comprend désormais 259 personnes et 67 entités visées par une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et par un gel de leurs avoirs. Les dernières personnes dont les noms ont été ajoutés ont été inscrites sur la liste des sanctions en raison de leur rôle dans l'utilisation d'armes chimiques, comme c'était le cas pour les quatre personnes qui y ont été inscrites le 19 mars 2018.

Plus largement, les sanctions actuellement en vigueur contre la Syrie comprennent un embargo pétrolier, des restrictions frappant certains investissements, un gel des avoirs détenus par la banque centrale syrienne dans l'UE et des restrictions frappant les exportations d'équipements et de technologies susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, ainsi que d'équipements et de technologies destinés à surveiller ou intercepter les communications Internet ou les communications téléphoniques.

L'UE reste déterminée à trouver une solution politique durable et crédible au conflit en Syrie, telle qu'elle est définie dans la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies et dans le communiqué de Genève de 2012. Ainsi qu'il est indiqué dans la stratégie de l'UE à l'égard de la Syrie adoptée en avril 2017, et comme le Conseil l'a réaffirmé dans ses conclusions du 16 avril 2018, l'UE est convaincue qu'il ne saurait y avoir de solution militaire au conflit, et elle soutient résolument le travail réalisé par l'envoyé spécial des Nations unies ainsi que les pourparlers intrasyriens menés à Genève.

Les actes juridiques adoptés par le Conseil seront publiés au Journal officiel du 29 mai 2018./.